

8 – SÉCURITAIRE ? NON, LA SÉCURITÉ TOUT SIMPLEMENT !

Pour se servir de sa raison, on a besoin de sécurité et de quiétude.

L'insécurité sociale, liée au chômage de masse, à la précarisation croissante du travail et au gigantisme urbain, avive le sentiment d'isolement, abîme les liens sociaux, accroît les problèmes de sécurité. Bruit, incivilités, dégradations, vols, violences, etc., ces faits ne doivent pas être sous-estimés. Mais il ne faut pas non plus les amplifier et les instrumentaliser pour créer la peur, détourner la colère sociale, dresser les individus et les groupes les uns contre les autres. À l'évidence, les déploiements toujours plus massifs de forces de police (BAC, gendarmes mobiles, CRS...), loin de régler les problèmes, ne font que les accroître en attisant les rancœurs et les haines, et en faisant monter le niveau des violences. Comment répondre à la question de la sécurité de façon raisonnable, équilibrée et efficace ?

Nos engagements-phares

- Développer une **police municipale de proximité** bien intégrée dans tous les quartiers et **respectueuse de l'ensemble des habitants sans aucune discrimination**, qui travaille en étroite relation avec les éducateurs de rue, les différents services publics et la population.

84% des Françaises et des Français sont favorables à une police de proximité, capable d'anticiper et de prévenir les incivilités et la petite délinquance. Le ou la maire de Tours, en charge de la police municipale, est responsable de la tranquillité publique. Il s'agira donc de repenser l'action de la police municipale (95 policiers, 40 agents de surveillance de la voie publique [ASVP], 10 agents de la brigade verte et 12 agents du Centre de supervision de la vidéosurveillance) dans une optique avant tout préventive et non comme une force supplétive ou une réserve de la police nationale.

- Supprimer la **vidéo-surveillance, inefficace et coûteuse**.

En 2019, il y avait 340 caméras installées dans les rues, les bâtiments publics et sur le réseau Kéolis. Ces caméras coûtent cher (coût moyen d'installation d'une caméra, 14 000 euros) et n'aident à résoudre que 3% des délits en moyenne. Pour les imposer malgré tout, l'État à travers le FIDP (Fonds interministériel de prévention de la délinquance) oblige les collectivités locales à utiliser 60% des aides accordées à la vidéo-surveillance. Très peu efficaces, les caméras représentent en revanche un vrai danger pour les libertés individuelles et collectives.

Plus largement, la croissance exponentielle de la vidéo-surveillance est le résultat d'une conception de la vie en société que nous rejetons absolument. Remplacer les êtres humains par des machines, les relations entre les individus par l'électronique, croire que la « technologisation » de la société résoudra les problèmes inhérents aux relations humaines, c'est faire complètement fausse route en déshumanisant le monde.

Nous défendons au contraire le principe d'une réflexion collective et démocratique sur l'utilisation des évolutions techniques dans le sens du progrès social, de la transition écologique et de la tranquillité publique.

Nos autres engagements

- Demander l'expérimentation du **récépissé de contrôle d'identité** sur le territoire communal.

- Conserver les **postes de gardiens dans les immeubles** qui dépendent des organismes de logements collectifs, et en recréer partout où ils ont été supprimés.

- Agir résolument, en coopération avec tous les services publics, **contre la ghettoïsation de certains quartiers**. Pour cela, soutenir dans la durée **les associations d'intérêt général**, qu'elles soient centrées sur la défense des droits des personnes, culturelles, syndicales ou sportives, et **encourager par tous les moyens la mixité sociale**, c'est-à-dire les échanges, les rapprochements géographiques, la convivialité et l'interconnaissance entre les habitants, quels que soient les âges, les nationalités et les revenus.

- Proposer un plan d'accompagnement des **personnes toxicomanes** (désintoxication, relogement, réinsertion), en collaboration avec les associations et le Centre hospitalier régional universitaire (CHRU).

- Enfin, nous créerons **dans le Vieux Tours un lieu d'accueil des personnes qui se sentent en insécurité**, dans un souci de médiation entre les intérêts parfois divergents des personnes qui travaillent, celles qui dorment et celles qui font la fête.

Vous en avez assez du « **tout-sécuritaire** »,
inefficace, coûteux et dangereux ?

Vous voulez vivre dans une ville
où **prévention, solidarité et respect des règles communes**
sont les meilleures garanties de la **tranquillité** de toutes et tous ?

Votez pour la liste « **C'est au Tour(s) du Peuple** »
et son programme

